



CONSEIL COMMUNAL DU 25 JUIN 2020
GEMEENTERAAD VAN 25 JUNI 2020

REGISTRE
REGISTER

Présents Aanwezig	Christophe Magdalijns, <i>Président/Voorzitter</i> ; Didier Gosuin, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ; Sophie de Vos, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Lieve Jorens, <i>Échevin·e·s/Schepenen</i> ; Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Didier Molders, Marc Vandame, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Thibault Delforge, <i>Secrétaire communal f.f./Gemeentesecretaris d.d.</i>
Excusés Verontschuldigd	Elise Willame, Bruno Collard, <i>Échevin·e·s/Schepenen</i> ; Vanessa Rigodanzo, Nathalie Wyns, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

25.06.2020/A/0001 **Secrétariat**
Crise sanitaire COVID-19 - séance du Conseil communal - réunion virtuelle

LE CONSEIL,

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n°2020/03 relatif au fonctionnement des organes communaux dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19, l'article 3 ;

Considérant ce qui suit :

Une solution de vidéo-conférence (Microsoft Teams) a été testée avec succès le 29.04.2020.

La convocation ainsi que toutes les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour ont été communiquées par la voie électronique aux conseillers communaux au moins 24h avant l'heure fixée pour la réunion.

DECIDE

- de tenir la séance du Conseil communal de manière virtuelle.

Le procès-verbal mentionne le canal par lequel la réunion virtuelle a eu lieu.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Secretariaat

Gezondheids crisis COVID-19 - zitting van de Gemeenteraad - virtuele vergadering

DE RAAD,

Gelet op het volmachtbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/003 betreffende de werking van de gemeentelijke organen in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19, artikel 3 ;

Overwegende wat volgt :

Een videoconferentie-oplossing (Microsoft Teams) werd met succes getest op 29.04.2020. De uitnodiging alsook alle documenten met betrekking tot de agendapunten worden ten minste 24 uur vóór het voor de vergadering vastgestelde tijdstip elektronisch aan de betrokken leden meegedeeld

BESLIST

- De vergadering van de Gemeenteraad op virtuele wijze te houden.

Het proces-verbaal vermeldt het kanaal via het welke de virtuele bijeenkomst plaatsvond.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

25.06.2020/A/0002

Secrétariat

Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 28.05.2020 - Approbation

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, les articles 108 et 108bis ;

Vu son règlement d'ordre intérieur, les articles 49, 50 et 51 ;

Vu le projet de procès-verbal ;

DECIDE

d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 28.05.2020.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Secretariaat

Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 28.05.2020 - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op het nieuwe gemeentewet, artikelen 108 en 108bis

Gelet op zijn huisoudelijke reglement, artikelen 49, 50 en 51 ;

Gelet op het voorstel van proces-verbaal ;

BESLIST

om het proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad op 28.05.2020 goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

Anastasia Bakounine entre en séance / treedt in zitting.

25.06.2020/A/0003

Secrétariat

Interpellation des habitants - Loi du 15 décembre 1980

Madame France De Staercke, prend la parole au nom des habitants qui ont signé l'interpellation.

Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs membres du Collège,

Par la présente, des citoyens et citoyennes d'Auderghem vous demandent de pouvoir interpeler le Conseil des Bourgmestre et échevins dans le contexte préoccupant d'aujourd'hui.

En effet, considérant le développement d'une crise sociale, conséquence à la crise sanitaire ;

Considérant que la crise du Covid-19 et les mesures de confinement ont eu, pour effet immédiat, la mise à l'arrêt de pans entiers de l'économie formelle mais également informelle ;

Considérant la longue période de fermeture de commerces et l'annulation des événements culturels et artistiques qui impacte sévèrement des milliers de travailleur-e-s aux statuts déjà très précaires dont les personnes sans papiers ;

Considérant les mesures prises par les différents gouvernements – le moratoire des expulsions, la prolongation de la période hivernale et les diverses aides-judiciaires mais insuffisantes pour répondre à la détresse des familles et des isolés ;

Considérant que la situation sanitaire et le défi collectif du confinement auxquels l'ensemble des habitant-e-s de notre commune fait actuellement face, nécessite une réponse identique pour tou-te-s et indépendante de leur situation administrative ;

Considérant que les personnes sans titre de séjour doivent avoir accès aux masques, dépistages et tracing au même titre que l'ensemble de la population et ce, sans risques de poursuite de l'Office des Etrangers ;

Considérant que depuis le confinement, les demandes d'asile ont été temporairement gelées et que les modalités d'inscription pour déposer les demandes ont changé, mais que, par ailleurs les ordres de quitter le territoire continuent à tomber alors que les frontières sont fermées et que le transport aérien est quasi à l'arrêt, mettant ainsi une pression administrative supplémentaire et provoquant une précarité extrême des publics concernés ;

Considérant qu'en agissant ainsi, l'Etat plonge des personnes sans papiers ni titres de séjours et des demandeurs d'asile dans la clandestinité ;

Considérant que de nombreux demandeurs d'asile n'obtiennent pas de place dans les centres d'hébergement, celles-ci étant insuffisantes, et que suite à la décision de la secrétaire d'Etat à la migration, de ne plus octroyer les aides aux personnes qui ne sont pas hébergées dans les centres officiels pour demandeurs d'asile, ces personnes n'ont donc droit à aucune aide sociale et juridique et un accès très limité aux soins de santé ;

Considérant que la régularisation pour ces personnes qui résident et travaillent déjà dans notre commune est bénéfique pour la société toute entière : eu égard à la pandémie de covid-19 cette régularisation leur permettra d'avoir accès à notre système de protection sociale et, à terme, de pouvoir jouir d'un emploi déclaré, d'un accès à un logement et d'une scolarité complète pour leurs enfants ;

Considérant enfin que l'égalité de toutes et tous, fondement essentiel de notre société et indispensable à sa survie, est donc d'autant plus mise à mal en cette période de crise sanitaire ;

Considérant que la Commune d'Auderghem s'est déclarée Commune hospitalière le 1^{er} mars 2018 ajoutant ce geste à des actions solidaires déjà en place et ouvrant une nouvelle perspective de société plus inclusive où le niveau communal joue un rôle clé, au plus près de ses citoyens et en lien actif avec les autres niveaux de pouvoir ;

Considérant que de nombreux acteurs de la commune d'Auderghem sont engagés dans le soutien des personnes sans titre de séjour, avec notamment le concours des autorités communales, illustrant par-là comment le lien entre les différents niveaux de pouvoir peut réconcilier citoyens et politique ;

Nous demandons au Conseil communal de :

- De demander aux autorités fédérales de suspendre toute procédure d'éloignement ou toute demande de délivrance d'ordres de quitter le territoire (OQT) pendant l'épidémie du coronavirus ;*
- D'exhorter le Gouvernement fédéral à reconnaître l'épidémie mondiale de coronavirus (Covid-19) comme « circonstance exceptionnelle », tel que mentionné à l'article 9bis de la Loi du 15 décembre 1980, afin de régulariser la situation des personnes sans papier présentes sur notre territoire depuis suffisamment longtemps pour qu'on puisse considérer comme un traitement inhumain leur expulsion dans un pays étranger compte tenu que leur vie est désormais solidement ancrée dans notre commune ou sur notre territoire, ceci afin de leur garantir l'accès aux services de santé nationaux, aux prestations sociales, aux comptes bancaires et aux contrats de travail et de location ;*
- D'exiger du Gouvernement fédéral de modifier la Loi du 15 décembre 1980 (régissant l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers), en fixant des critères de régularisation objectifs, clairs et transparents permettant l'octroi du titre de séjour prévu à l'article 9bis de la Loi du 15 décembre 1980. Ces critères devront être mis en œuvre par une commission indépendante dans le cadre d'une procédure unique et structurelle ;*
- De demander aux autorités fédérales de soutenir tous les CPAS du pays en remboursant le Revenu d'Intégration (RI) à hauteur de 90% (au lieu de 70%) afin de leur permettre de répondre favorablement à l'urgence du terrain ;*
- De demander aux autorités régionales d'augmenter la capacité des parcours d'accueil pour primo-arrivants et de prévoir les budgets à la hauteur de l'enjeu afin de contribuer à l'insertion sociale et socio-professionnelle des primo-arrivants, de favoriser l'apprentissage d'une langue nationale et la participation à une formation citoyenne ;*
- Et enfin à tous les niveaux de compétences, de porter une attention particulière aux mineurs concernant leur scolarité, leur logement, leurs conditions de vie et leur santé mentale.*

Monsieur Didier Gosuin, Bourgmestre répond pour le Collège.

Mesdames et Messieurs,

Monsieur le Président,

Chers collègues,

Je souhaite tout d'abord saluer, au nom de l'ensemble du Collège, l'implication de nombreux citoyens et collectifs pour leur engagement quotidien à agir en faveur des personnes sans-papiers.

La crise sanitaire que nous vivons est exceptionnelle dans son ampleur et ses conséquences. Elle n'appelle pas à une déclaration d'état d'urgence uniquement dans les dimensions sociale et économique. Elle interpelle le citoyen et la société dans tous les aspects de la vie, du quotidien. Les Autorités, dont la commune - institution de proximité par excellence – se doivent de porter leur attention à tous les impacts de la crise et pour tous les citoyens et/ou secteurs qui en subissent les désagréments.

Cette crise aura ébranlé des situations économiques établies, affaibli les apprentissages

pédagogiques, fragilisé les travailleurs en perte d'activité et laissé pour compte celles et ceux qui souffraient déjà avant l'arrivée de l'épidémie.

La situation sanitaire et le défi collectif du confinement auxquels l'ensemble des habitant.e.s de notre commune ont dû et doivent encore faire face, nécessite une réponse identique pour toutes et tous, et ce indépendamment de leur situation administrative ;

Je tiens à rappeler que de nombreux acteurs de la commune d'Auderghem sont engagés dans le soutien des personnes sans titre de séjour avec notamment le concours des autorités communales depuis de nombreuses années et que la commune d'Auderghem est déclarée « commune hospitalière » depuis le 1^{er} mars 2018.

L'égalité de toutes et tous, fondement essentiel de notre société et indispensable à sa survie, est d'autant plus mise à mal en cette période de crise sanitaire.

La commune d'Auderghem s'engage donc à demander à l'Etat fédéral qu'il soit mis fin, et ce tant que durera la crise, à la détention et l'éloignement d'étrangers qui n'ont pas commis d'autre délit que d'être en infraction avec les lois sur le séjour, parce que c'est inacceptable humainement de poursuivre ces procédures en temps de crise sanitaire mondiale.

La commune d'Auderghem ne soutiendra cependant pas votre demande de régulariser automatiquement et inconditionnellement la situation des personnes sans papiers présentes sur notre territoire. Il ne peut y avoir de régularisation sans procédure. Ce serait, en fait, profondément injuste.

Cependant, les autorités communales soutiennent le principe d'une régularisation rapide, mais cadrée, sur base de critères clairs inscrits dans la loi. La présente crise n'empêche en rien de procéder à e telles régularisations, à chaque fois sur base individuelle, à chaque fois à l'issue d'une procédure véritable, et ce par une commission indépendante.

Nous demandons donc à voir fixés dans la loi les critères de régularisations individuelles pour répondre aux attentes des étrangers qui sont en séjour illégal alors qu'ils résident parfois sur le territoire belge depuis très longtemps, y ont fait des études, etc.

Nous demandons donc l'inscription de six critères clairs et précis permettant l'octroi du titre de séjour dans l'article 9bis de la Loi du 15 décembre 1980 (qui régit l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers) :

- 1. l'apatridie*
- 2. le séjour en Belgique depuis plus de 5 ans*
- 3. la réussite d'une formation professionnelle et l'exercice d'une profession dans un secteur de pénurie de main-d'œuvre*
- 4. le fait d'avoir des enfants qui suivent notre cursus scolaire en primaire ou secondaire depuis plus de deux ans*
- 5. l'impossibilité de retourner dans le pays d'origine pour des raisons indépendantes de leur volonté*
- 6. l'impossibilité de retourner dans le pays d'origine sous peine de constituer une violation de leurs droits fondamentaux*

Ces critères devront être mis en œuvre par une commission indépendante dans le cadre d'une procédure unique et structurelle.

Enfin, la commune d'Auderghem demandera à tous les niveaux de compétences de porter une attention particulière aux mineurs concernant leur scolarité, leur logement, leurs conditions de vie et leur santé mentale.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Interpellatie van de inwoners - Wet van 15 december 1980

Mevrouw France De Staercke neemt het woord namens de inwoners die de interpellatie ondertekend hebben.

Mijnheer de burgemeester,

Geachte leden van het college,

De inwoners van Oudergem vragen u in de huidige zorgwekkende context het college van burgemeester en schepenen te kunnen interpellieren.

Gelet op het ontstaan van een maatschappelijke crisis als gevolg van de gezondheidscrisis; Overwegende dat de COVID-19-crisis en de lockdownmaatregelen geleid hebben tot de stilstand van zowel de formele als de informele economie;

Gelet op de lange sluitingsperiode van de handelszaken en de annulering van culturele en artistieke activiteiten met zware gevolgen voor duizenden werknemers die zich reeds in een precaire toestand bevonden waaronder de mensen zonder papieren;

Gelet op de maatregelen van de verschillende regeringen - uitstel van de uitzettingen, verlenging van de winterperiode en de verschillende tegemoetkomingen die nuttig zijn maar ontoereikend om het leed van de gezinnen en alleenstaanden te verzachten;

Overwegende dat de gezondheidssituatie en de collectieve uitdaging waarmee alle inwoners van onze gemeente momenteel geconfronteerd worden, vragen om eenzelfde antwoord voor allen, los van hun administratieve situatie;

Overwegende dat de personen zonder een verblijfsvergunning, zoals de rest van de bevolking, toegang moeten hebben tot mondkmaskers, opsporing en tracing en dit zonder risico op vervolging door de Dienst Vreemdelingenzaken;

Overwegende dat sinds de lockdown de asielaanvragen tijdelijk bevroren zijn en dat de inschrijvingsmodaliteiten om de aanvragen in te dienen, gewijzigd zijn maar dat de bevelen tot verlaten van het grondgebied wel blijven komen en dit terwijl de grenzen gesloten zijn en het luchtverkeer quasi onbestaand is, wat leidt tot een bijkomende administratieve druk en een extreme kwetsbaarheid van de getroffen groep;

Overwegende dat de staat de personen zonder papieren of verblijfstitels en de asielaanvragers door dat optreden in de illegaliteit drijft;

Overwegende dat veel asielaanvragers geen plaats hebben in de opvangcentra omdat er onvoldoende zijn en dat als gevolg van de beslissing van de staatssecretaris voor Migratie om geen hulp meer te bieden aan de personen die niet ondergebracht zijn in een van de officiële centra voor asielaanvragers, deze personen geen recht hebben op enige maatschappelijke en juridische hulp en slechts een beperkte toegang tot de gezondheidszorg;

Overwegende dat de regularisatie van deze personen die reeds in onze gemeente verblijven en werken, de hele maatschappij ten goede komt: met betrekking tot de COVID-19-pandemie betekent deze regularisatie dat zij toegang krijgen tot ons systeem van sociale bescherming en, op termijn, een reguliere job kunnen vinden, toegang kunnen krijgen tot een woning en een volledige schoolloopbaan voor hun kinderen;

Overwegende ten slotte dat gelijkheid, hoeksteen van onze maatschappij én onontbeerlijk voor haar voortbestaan, tijdens deze periode van gezondheidscrisis dus nog zwaarder onder druk staat;

Overwegende dat de gemeente Oudergem zichzelf op 1 maart 2018 uitgeroepen heeft tot gastvrije gemeente, aansluitend op de solidariteitsacties die de gemeente reeds opgezet had en waardoor een nieuw perspectief geopend werd van een inclusievere maatschappij waarin het gemeentelijk niveau een sleutelrol speelt, zo dicht mogelijk bij haar inwoners en in een nauw contact met de andere bevoegdheidsniveaus;

Overwegende dat meerdere actoren van de gemeente Oudergem betrokken zijn bij de ondersteuning van personen zonder verblijfstitel wat aantoonde dat de band tussen de verschillende bevoegdheidsniveaus inwoners en politici dichter bij elkaar kunnen brengen;

Verzoeken wij de gemeenteraad om:

- *De federale overheden te verzoeken om alle uitzettingsprocedures en aanvragen tot afgifte van bevelen om het grondgebied te verlaten (BVG) te schorsen tijdens de coronaepidemie;*
- *De federale regering ertoe aan te zetten om de wereldwijde epidemie van het coronavirus (COVID-19) te erkennen als "uitzonderlijke omstandigheden", zoals vermeld in artikel 9bis van de Wet van 15 december 1980, om de situatie te regulariseren van de personen zonder papieren die reeds voldoende lang op ons grondgebied aanwezig zijn om hun uitzetting naar een vreemd land te beschouwen als een onmenselijke behandeling rekening houdend met het feit dat hun leven reeds stevig verankerd is in onze gemeente of ons grondgebied en om hen zo toegang te geven tot de nationale gezondheidsdiensten, de sociale prestaties, bankrekeningen, arbeidsovereenkomsten en huurovereenkomsten;*
- *Er bij de federale regering op aan te dringen om de wet van 15 december 1980 te wijzigen (wet betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen) met vaststelling van objectieve, duidelijke en transparante regularisatiecriteria die toelaten de in artikel 9bis van de wet van 15 december 1980 bedoelde verblijfstitel toe te kennen. Deze criteria zullen gehanteerd moeten worden door een onafhankelijke commissie in het kader van een enkele en structurele procedure;*
- *De federale overheden te verzoeken om alle OCMW's van het land te steunen door het leefloon (LL) ten belope van 90% (in plaats van 70%) te vergoeden om hen toe te laten de dringende omstandigheden van het terrein aan te pakken;*
- *De gewestelijke overheden te verzoeken om de capaciteit van de opvangparcours te verhogen voor nieuwkomers en voor budgetten te zorgen die zijn afgestemd op de uitdaging om bij te dragen aan de maatschappelijke en socio-professionele inschakeling van de nieuwkomers, om het aanleren van een landstaal en het deelnemen aan een opleiding in burgerzin aan te moedigen;*
- *En ten slotte alle bevoegdheidsniveaus te verzoeken om bijzondere aandacht te schenken aan minderjarigen wat betreft hun schoolopleiding, huisvesting, levensomstandigheden en mentale gezondheid.*

De heer Didier Gosuin, burgemeester, antwoordt namens het college.

Dames en heren,

Mijnheer de voorzitter,

Beste collega's,

Eerst en vooral wil ik, namens het college, de dagelijkse inzet toejuichen van talrijke inwoners en groepen voor de personen zonder papieren.

De huidige gezondheidscrisis is uitzonderlijk qua omvang en gevolgen. Niet enkel op sociaal en economisch vlak is er sprake van een noodtoestand. Ze brengt voor zowel de individuele burger als de samenleving uitdagingen mee in alle aspecten van het dagelijks leven. De overheden en dus ook de gemeente - die zich bij uitstek op het lokale niveau situeert - moeten oog hebben voor alle gevolgen van de crisis en voor alle burgers en/of sectoren die erdoor worden getroffen.

Deze crisis brengt economisch gevestigde situaties aan het wankelen, zet op school verworven kennis op de helling, maakt werknemers die zonder werk zitten kwetsbaar en duwt al wie het vóór de uitbraak van de epidemie al moeilijk had in de vergeethoek.

De gezondheidssituatie en de collectieve uitdaging van de lockdown waarmee alle inwoners van onze gemeente geconfronteerd werden en nog steeds worden, vragen om eenzelfde antwoord voor allen, los van hun administratieve situatie;

Ik herinner eraan dat verschillende actoren van de gemeente Oudergem betrokken zijn bij

de ondersteuning van personen zonder verblijfstitel met de medewerking van de gemeentelijke overheden sinds vele jaren en dat de gemeente Oudergem sinds 1 maart 2018 uitgeroepen is tot gastvrije gemeente.

Gelijkheid, hoeksteen van onze maatschappij én onontbeerlijk voor haar voortbestaan, staat tijdens deze periode van gezondheids crisis nog zwaarder onder druk.

De gemeente Oudergem verbindt er zich dan ook toe om de federale staat te verzoeken om, zolang de crisis duurt, vreemdelingen die enkel in overtreding zijn met de verblijfs wetten, niet langer vast te houden en af te zonderen omdat het vanuit een menselijk oogpunt niet aanvaardbaar is deze procedures tijdens een wereldwijde gezondheids crisis voort te zetten.

De gemeente Oudergem zal zich echter niet scharen achter uw verzoek om automatisch en onvoorwaardelijk de situatie te regulariseren van de personen zonder papieren die zich op ons grondgebied bevinden. Een regularisatie zonder procedure is onmogelijk. Dat zou hoogst onrechtvaardig zijn.

De gemeentelijke overheden staan echter wel achter het principe van een snelle regularisatie, maar binnen een bepaald kader, op basis van duidelijke criteria die in de wet vermeld zijn. De huidige crisis verhindert dergelijke regularisaties niet, telkens op een individuele basis, met naleving van een werkelijke procedure en door een onafhankelijke commissie.

Wij vragen dan ook om in de wet de criteria voor individuele regularisaties vast te leggen om te beantwoorden aan de verwachtingen van de vreemdelingen die hier illegaal verblijven terwijl ze reeds geruime tijd op het Belgisch grondgebied verblijven, er gestudeerd hebben, enz.

Wij vragen dan ook de opname van zes duidelijke en nauwkeurige criteria voor de toekenning van de verblijfstitel in artikel 9bis van de wet van 15 december 1980 (betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen):

- 1. stateloosheid*
- 2. verblijf in België van meer dan 5 jaar*
- 3. geslaagd zijn in een beroepsopleiding en de uitoefening van een beroep in een sector waar er een tekort aan arbeidskrachten is*
- 4. het feit kinderen te hebben die al meer dan twee jaar bij ons een lagere of secundaire schoolopleiding volgen*
- 5. de onmogelijkheid om terug te keren naar hun land van herkomst wegens omstandigheden los van hun wil*
- 6. de onmogelijkheid om terug te keren naar hun land van herkomst op straffe van schending van hun fundamentele rechten*

Deze criteria zullen gehanteerd moeten worden door een onafhankelijke commissie in het kader van een enkele en structurele procedure.

Ten slotte zal de gemeente Oudergem alle bevoegdheidsniveaus verzoeken om bijzondere aandacht te schenken aan minderjarigen wat betreft hun schoolopleiding, huisvesting, levensomstandigheden en mentale gezondheid.

De Raad neemt akte.

LE CONSEIL

Vu la nouvelle loi communale, article 133bis ;

Prend connaissance des arrêtés adoptés par le Bourgmestre ci-dessous :

1. Arrêté de police du Bourgmestre du 19 mai 2020 réquisitionnant le personnel afin de distribuer des masques buccaux suite à l'épidémie du Covid-19
2. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-261049
3. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-261350
4. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-173540
5. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-162930
6. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-255460
7. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-225890
8. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1-262871
9. Arrêté du Bourgmestre levant l'arrêté du Bourgmestre du 30 avril 2020 interdisant aux cyclistes l'accès et la fréquentation de la promenade verte de l'ancien chemin de fer à Auderghem

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

Secretariaat

Mededelingen : Lijst van besluiten van de Burgemeester - artikelen 133 et 135 NGW

DE RAAD :

Gezien het nieuwe gemeentewet, artikel 133bis ;

is verzocht nota te nemen van besluiten van het Burgemeester hieronder:

1. Politiebesluit van de Burgemeester houdende de opeising van het personeel ten behoeve van het verdelen van mondkmaskers voor de bevolking ten gevolge van de corona-epidemie
2. Vergunning van de beheerder : B1-261049
3. Vergunning van de beheerder : B1-261350
4. Vergunning van de beheerder : B1-173540
5. Vergunning van de beheerder : B1-162930
6. Vergunning van de beheerder : B1-255460
7. Vergunning van de beheerder : B1-225890
8. Vergunning van de beheerder : B1-262871
9. Besluit van de burgemeester tot opheffing van het besluit van de burgemeester van 30 april 2020 houdende het verbod voor fietsers op de toegang en het gebruik van de groene wandeling van de oude spoorweg in Oudergem

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

Communications : Liste des marchés passés par procédure négociée.

LE CONSEIL,

Vu les articles 234 à 236 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant la passation des marchés suivants par le Collège :

Référence	Service	Objet	Estimation Dépense/Recette	Articles Budgétaires
#002/19.05.2020/B/0010#	Espace Public	Acquisition de poubelles pour divers bâtiments communaux suite au mesures prises pour lutter contre le Covid-19 - Marché de fournitures de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	10492,21	140/744.98
#002/19.05.2020/B/0011#	Espace Public	Aménagement d'un sol amortissant dans la cour du cs du Pré des Agneaux - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter		722/72460
#002/19.05.2020/B/0018#	Enseignement - Formation	Centre scolaire du Souverain - Achat de jeux d'extérieurs - Marché de faible montant sur simple facture acceptée.	974,26	722/72460
#002/19.05.2020/B/0023#	Sport	Achat d'un chariot métallique pour le rangement de ballons pour le Centre sportif - Marché de fournitures de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	298,87	764/74451
#002/26.05.2020/B/0007#	Espace Public	Achat de vêtements de travail et équipements pour le personnel du cimetière - Approbation de la dépense	267,65	100/744.98
#002/02.06.2020/B/0006#	Espace Public	Achat d'outillage (Plan Vert - Stade - Cimetière) - Approbation de la dépense	14910,83	766/744.98
#002/02.06.2020/B/0008#	Espace Public	Achat de vêtements de travail pour un ouvrier du service voirie - Approbation de la dépense	179,94	100/744.98

#002/02.06.2020/B/0009#	Espace Public	Aménagement acoustique dans un local de formation de la Maison Communale - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter	5.000€	104/72460
#002/02.06.2020/B/0010#	Espace Public	Installation de stores automatiques dans le réfectoire du pavillon des Arums - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter	15000	722/72460
#002/02.06.2020/B/0011#	Espace Public	NRClick : Visites d'inventaire - Entretien HVAC - Approbation de la dépense	22133,32	100/724.60
#002/02.06.2020/B/0012#	Espace Public	Remplacement des sélecteurs d'ouverture des portes automatiques du Centre Culturel - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	1929,36	722/72460
#002/02.06.2020/B/0013#	Espace Public	Réparation du chauffage du Centre Culturel - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Approbation de l'adjudicataire	1.143,24€ tvac	100/72460
#002/02.06.2020/B/0019#	Enseignement - Formation	Centre scolaire du Pré des Agneaux - Achat de 2 tables en inox pour le réfectoire - Marché de faible montant sur simple facture acceptée.	693,51	722/72460
#002/02.06.2020/B/0051#	Service Juridique	Marché de service - Conception et surveillance de l'exécution pour la rénovation de la toiture du centre sportif Willegems (aspect ventilation) - Convention	9.343,62 + 10 % = 10.278 €	764 /72460

PREND ACTE :

- de la passation des marchés de moins de 139.000€ susmentionnés ;
- des décisions du Collège échevinal s'y rapportant.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives, ainsi qu'à l'attention du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

Secretariaat**Mededelingen : Lijst van opdrachten gegund via onderhandelingsprocedure.**

DE RAAD,

Gelet op artikelen 234 tot 236 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien de volgende opdrachten gegund werden door het Schepencollege:

Referentie	Dienst	Onderwerp	Aanwending uitgave / ontvangst (EUR)	Begrotings- artikelen
#002/19.05.2020/B/0010#	Publieke Ruimte	Aankoop van vuilnisbakken voor verschillende gemeentelijke gebouwen ten gevolge van de maatregelen voor de bestrijding van Covid-19- Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	10492,21	140/744.98
#002/19.05.2020/B/0011#	Publieke Ruimte	Ontwikkeling van een dempingsvloer op het erf van de "cs du Pré des Agneaux" - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de raadplegen firma's	?	722/72460
#002/19.05.2020/B/0018#	Onderwijs - vorming	"centre scolaire du Souverain" - aankoop buitenspelletjes - overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenome factuur	974,26	722/72460
#002/19.05.2020/B/0023#	Sport	Aankoop van een metalen opbergkarretje voor de ballen in het Sportcentrum - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	298,87	764/74451
#002/26.05.2020/B/0007#	Publieke Ruimte	Aankoop van werkkledij en uitrusting voor het personeel van het kerkhof - Goedkeuring van de uitgave	267,65	100/744.98
#002/02.06.2020/B/0006#	Publieke Ruimte	Aankoop van gereedschap (Groendienst - Stadium - Begraafplaats) - Goedkeuring van de uitgave	14910,83	766/744.98
#002/02.06.2020/B/0008#	Publieke Ruimte	Aankoop van werkkledij voor een arbeider van de dienst wegenis - Goedkeuring van de uitgave	179,94	100/744.98

#002/02.06.2020/B/0009#	Publieke Ruimte	Akoestische installatie in een opleidingslokaal van het Gemeentehuis - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de raadplegen firma's	5.000€	104/72460
#002/02.06.2020/B/0010#	Publieke Ruimte	Installatie van automatische jaloezieën in de refter van het "Pavillon des Arums" - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de raadplegen firma's	15000	722/72460
#002/02.06.2020/B/0011#	Publieke Ruimte	NRClick : Inventarisatie bezoeken - HVAC-onderhoud - Goedkeuring van de uitgave	22133,32	100/724.60
#002/02.06.2020/B/0012#	Publieke Ruimte	Vervanging van de openingsselectoren van de automatische deuren van het Cultureel Centrum - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de raadplegen firma's	1929,36	722/72460
#002/02.06.2020/B/0013#	Publieke Ruimte	Reparatie van de verwarming van het cultureel centrum - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de raadplegen firma's	1.143,24€ tvac	100/72460
#002/02.06.2020/B/0019#	Onderwijs - vorming	"centre scolaire du Pré des Agneaux" - aankoop 2 tafels in inox voor de refter - overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenome factuur	693,51	722/72460
#002/02.06.2020/B/0051#	Juridische dienst	Dienstoverheidsopdracht - Ontwerp en begeleiding van de uitvoering voor de renovatie van het dak van het sportcentrum Willegems (luik ventilatie) - Overeenkomst	9.343,62 + 10 % = 10.278 €	764 /72460

NEEM AKTE:

- van de gunning van bovenvermelde opdrachten waarvan het bedrag op minder dan 139.000€ exclusief btw geraand wordt;

- van de beslissingen van het Schepencollege hier omtrent;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken, alsook ter attentie van de Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

Liquidation du subside prévu au budget ordinaire de l'exercice 2020 en faveur de l'asbl Cheval & Forêt

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu sa délibération du 7 décembre 1984 approuvant la réglementation relative aux modalités d'exécution ;

Considérant que le budget ordinaire de l'exercice 2020 prévoit des dépenses à l'article 7621/33202 ;

Décide

- d'approuver le compte de bilan 2019 de l'a.s.b.l. Cheval & Forêt
- d'autoriser la liquidation de la subvention prévue au budget ordinaire de l'exercice 2020, à l'article 7621/33202, en faveur de l'a.s.b.l. Cheval & Forêt, d'un montant de 30.000,-€
- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de cette décision.

La présente délibération, sous forme d'un bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Cultuur

Uitbetaling der toelage ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2020 voor de vzw Cheval & Forêt

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op zijn beraadslaging van 7 décembre 1984 houdende goedkeuring van de reglementering terzake;

Gezien de gewone begroting van het dienstjaar 2020 een uitgave voorziet op artikel 7621/33202;

Beslist

- de rekening en balans 2019 goed te keuren
- de uitkering der toelage ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2020, op artikel 7621/33202, voor de v.z.w. Cheval & Forêt, bedraagt 30.000,-€
- Het College van Burgmeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van die beslissing.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving, overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2020/A/0007 **Culture**

Liquidation des subsides prévus au budget ordinaire de l'exercice 2020 en faveur des associations culturelles et des sociétés patriotiques

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu sa délibération du 7 décembre 1984 approuvant la réglementation relative aux modalités d'exécution;

Considérant que le budget ordinaire de l'exercice 2020 prévoit des dépenses à l'article 762/33202.

Décide

- d'approuver les comptes de bilan 2019 et/ou rapports d'activités
- d'autoriser la liquidation des subventions prévues au budget ordinaire de l'exercice 2020, à l'article 762/33202, en faveur des associations culturelles et patriotiques suivantes pour un montant de 1.500,-€

1. A.W.W.A (Association Wallonne de la Woluwe-Auderghem)	€	300,00
2. Tradidanse asbl	€	350,00
3. Ensemble Polyphonia	€	550,00
4. Les amis de la Forêt de Soignes	€	75,00
5. Union touristique Les amis de la Nature - section de Boitsfort	€	75,00
6. Amnesty International	€	150,00
<u>TOTAL</u>	€	<u>1.500,00</u>

- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de cette décision.

La présente délibération, sous forme d'un bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Cultuur

Uitbetaling der toelages ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2020 voor de culturele en vaderlandslievende verenigen

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op zijn beraadslaging van 7 december 1984 houdende goedkeuring van de reglementering terzake;

Gezien de gewone begroting van het dienstjaar 2020 een uitgave voorziet op artikel 762/33202;

Besluit

- de rekeningen en balans 2019 en/of activiteitenverslagen goed te keuren.

- de uitkering der toelages ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2020, op artikel 762/33202, voor de volgende culturele en vaderlandslievende verenigen, bedraagt 1.500,-€.

1. A.W.W.A (Association Wallonne de la Woluwe-Auderghem)	€	300,00
2. Tradidanse asbl	€	350,00
3. Ensemble Polyphonia	€	550,00
4. Les amis de la Forêt de Soignes	€	75,00
5. Union Touristique Les amis de la Nature - section de Boitsfort	€	75,00
6. Amnesty International	€	150,00

TOTAL € 1.500,00

- het College van Burgmeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van die beslissing.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving, overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2020/A/0008 **Sport**

Rénovation du terrain de football T2 en gazon artificiel au Stade communal - Marché de travaux par procédure négociée directe avec publication préalable - Approbation de la dépense - Fixation des conditions du marché - Mode de passation - Approbation du cahier des charges - Appel aux subventions régionales.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, l'article 234 § 1, tel que modifiée par l'article 2 de l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des

marchés publics ;

Vu la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 septembre 1991 définissant le classement des travaux selon leur nature en catégories et sous-catégories relativement à l'agrégation des entrepreneurs ;

Vu la vétusté du terrain de football n°2 du Stade communal situé chaussée de Wavre 1854, des travaux de remplacement du revêtement synthétique sont nécessaires pour la pratique du football dans de bonnes conditions ;

Vu le remplacement du remplissage en granules SBR par du remplissage en composants organiques naturels (liège) ;

Vu la demande de subventions en infrastructures sportives communales (Triennat 2018-2020) auprès de la Région de Bruxelles-Capitale pour le projet de renouvellement du terrain synthétique n°2 du Stade communal; (#002/26.02.2019/B/0036#)

Vu que le montant total du marché est estimé à 400.000€ TVAC ;

Vu que le taux du subside pour les travaux est de 60%, limité au montant maximal de 240.000€ ;

Vu qu'un montant de 400.000€ est prévu à l'article 7642/72560 « Remplacement revêtement synthétique T2 » du budget extraordinaire de 2020 ;

Vu le cahier spécial des charges n°36/2020 destiné à régir cette entreprise ;

Vu l'avis de publication en annexe ;

DECIDE :

- d'établir un marché de travaux pour la rénovation du terrain de football T2 en gazon artificiel au Stade communal, par procédure négociée directe avec publication préalable et de fixer les conditions de passation du marché suivant le cahier spécial des charges n°36/2020 ;
- de désigner Monsieur Didier SCHOTTE comme Coordinateur Sécurité Chantier du présent marché ;
- d'approuver l'avis de publication en annexe ;
- d'approuver la dépense, estimée à 400.000€ TVAC ;
- d'imputer cette dépense à l'article 7642/72560 « Remplacement revêtement synthétique T2 » du budget extraordinaire de 2020 ;

La présente délibération, en double, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ayant en charge les Pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Sport

Renovatie van voetbalveld T2 in kunstgras in het gemeentelijk stadion in Oudergem – Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking – Goedkeuring van de uitgave – Vaststelling van de voorwaarden - Wijze van gunning – Goedkeuring van het bestek - Aanvraag voor gewestelijke subsidies

DE RAAD

Gezien de nieuwe gemeentewet, artikel 234, § 1, zoals gewijzigd bij artikel 2 van de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet met het oog op de vaststelling van de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten ;

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de gunning van

overheidsopdrachten in de traditionele sectoren;

Gezien het Koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels voor de uitvoering van de overheidsopdrachten;

Gezien op de wet van 20 maart 1991 tot organisatie van de erkenning van aannemers van werken;

Gezien op het ministerieel besluit van 27 september 1991 tot nadere bepaling van de indeling van de werken naar hun aard in categorieën en subcategorieën met betrekking tot de erkenning van de aannemers ;

Gezien de vervallen staat van het voetbalveld nr. 2 van het Gemeentelijk Stadion aan de Waversesteenweg 1854 is de vervanging van het synthetische oppervlak noodzakelijk om te kunnen voetballen in goede omstandigheden;

Gezien de vervanging van de SBR-granulaatvulling door natuurlijke organische componenten (kurk);

Gezien de subsidieaanvraag voor gemeentelijke sportinfrastructuur (Driejaarlijks plan 2018-2020) bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het project voor de renovatie van het kunstgrasveld nr. 2 van het Gemeentelijk Stadion (#002/26.02.2019/B/0036#);

Gezien de uitgave geschat is op 400.000 euro inclusief BTW;

Gezien het subsidiepercentage voor de werken 60% bedraagt, beperkt tot het maximumbedrag van 240.000 euro inclusief BTW;

Gezien een bedrag van 400.000 euro voorzien is op het artikel 7642/72560 "Vervanging synthetisch veld T2 " van de buitengewone begroting van 2020;

Gezien het bijzonder lastenboek nr. 36/2020 bestemd voor deze onderneming te beheren;

Gezien het publicatiebericht in bijlage;

BESLIST:

- de opdracht voor renovatie van voetbalveld T2 in kunstgras in het gemeentelijk stadion in Oudergem via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking te gunnen en de gunningwijze van de opdracht vast te stellen volgens het bijzonder lastenboek nr. 36/2020 ;
- de heer Didier SCHOTTE te benoemen tot Site Safety Coordinator voor dit opdracht;
- het publicatiebericht in bijlage goed te keuren;
- de uitgaven, geschat op 400.000 euro inclusief BTW goed te keuren;
- de uitgaven te boeken op het artikel 7642/72560 "Vervanging synthetisch veld T2 " van de buitengewone begroting van 2020;

Onderhavige beraadslaging zal, in dubbel, overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2020/A/0009

Animations

Modification du règlement pour les concours 1) Fleurir ma commune et 2) Décoration de fin d'année pour les particuliers et les commerçants.

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, l'article 117 ;

Revu sa délibération référencée 002/19.04.2001/A/0008 portant Règlement général « Fleurir Auderghem » ;

Considérant ce qui suit :

La commune d'Auderghem organise des concours destinés à encourager les habitants à contribuer à l'amélioration du cadre de vie. Ces concours donnent lieu à une remise de prix par un jury.

Le Collège propose d'associer la population à la remise des prix par l'instauration d'un « vote du public ».

Les modalités des concours sont fixées par le règlement ci-dessous.

DECIDE

D'approuver le règlement Concours « Fleurir Auderghem » et « Décoration de fin d'année ».

CONCOURS « FLEURIR AUDERGHEM » et « DECORATIONS DE FIN D'ANNEE »

Article 1. - Principe

La commune d'Auderghem organise les concours « Fleurir Auderghem » (concours 1) et « Décorations de fin d'année » (concours 2) destinés aux particuliers (catégorie 1) et/ou aux vitrines des commerçants pour ce dernier (catégorie 2), destinés à encourager les auderghemois·e·s à contribuer à l'amélioration du cadre de vie en général.

Les efforts particuliers pour embellir la commune pourront l'être sous forme de décorations temporaires (décoration florale, décorations de fin d'année...) ou d'embellissement pérenne (rénovation de façade...).

Ces décorations ou embellissements devront être visibles depuis la voie publique. Les participant·es sont invité·es à envoyer la plus belle photo de leur réalisation par mail ou par courrier.

Le concours « Fleurir Auderghem » se tient durant la période de mai à septembre et le concours « décorations de fin d'année » se tient durant toute la période des fêtes de fin d'année, à savoir durant les mois de décembre et janvier.

Article 2. - Montant et nombre de prix

Chaque année, le Collège échevinal fixe le montant du crédit budgétaire affecté aux prix. Des prix seront prévus pour les deux concours, y compris les deux catégories de participants pour le concours 2.

Article 3. - Conditions de participation

Le concours est ouvert à toute personne privée, morale ou physique qui, pendant l'année considérée, aura supporté les frais de la décoration ou de l'embellissement d'un immeuble, jardin, balcon, etc. situé dans la commune. Les concours ne seront pas limités aux personnes qui auraient fait connaître leur participation à l'Administration communale à la suite d'annonces publiées par celle-ci. L'envoi de leurs photos faisant foi d'inscription d'office aux concours.

Le Collège échevinal est chargé d'arrêter la liste des participant·es.

Il tranche les cas litigieux.

Article 4. - Jury - Mode de vote

Le jury est composé de l'Échevin·e des Animations, des membres de la Commission Animations du Conseil Communal. Si les membres de la commission ne votent pas en nombre, l'Échevin·e des Animations pourra faire appel aux votes des membres du Collège échevinal, voire des membres du Conseil Communal.

Un « vote du public » est également prévu.

Le jury procède au vote de leurs deux photos préférées (par catégorie pour le concours 2) via la plateforme virtuelle choisie à cet effet et restreinte aux membres de la Commission Animations. Une seconde plateforme virtuelle publique sera aussi ouverte pour permettre le « vote du public ».

Le jury organise ses délibérations de la façon qui lui convient, les décisions de classement et d'élimination étant prises à la majorité simple, en tenant compte du vote du public qui est prépondérant en cas de parité des voix. Les décisions sont définitives et sans appel. Il peut être décidé de n'attribuer aucun prix. La proclamation des résultats est organisée par le Collège échevinal.

Le jury est présidé par l'Echevin-e des Animations ou à défaut par la présidence de la Commission Animations.

Article 5.

Le Collège échevinal est chargé d'exécuter le présent règlement et de régler toutes questions connexes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Animatie

Wijziging van reglementen voor de wedstrijden 1) Oudergem in de bloemen en 2) Eindejaar decoratie voor particulieren en handelaars.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeente wet, artikel 117;

Na zijn beraadslaging onder verwijzing naar 002/19.04.2001/A/0008 over het Algemeen Reglement "Oudergem in de bloemen" te hebben herzien;

Gezien het volgende:

De gemeente Oudergem organiseert wedstrijden om de bewoners aan te moedigen bij te dragen aan het verbeteren van de leefomgeving. Deze wedstrijden leiden tot een prijsuitreiking door een jury.

Het College stelt voor om de bevolking bij de prijsuitreiking te betrekken door middel van een "publieke stemming".

De voorwaarden van de wedstrijden zijn uiteengezet in de onderstaande voorschriften.

BESLIST

Het reglement "Oudergem in de bloemen" en "eindejaar decoraties" goed te keuren.

"OUDERGEM IN BLOEMEN" en "EINDEJAARSDECORATIES" WEDSTRIJD

Artikel 1. - Principe

De gemeente Oudergem organiseert de wedstrijden "Oudergem in de bloemen" (wedstrijd 1) en "eindejaar decoraties" (wedstrijd 2) bestemd voor particulieren (categorie 1) en / of etalages van de handelaars (categorie 2), bedoeld om Oudergemeërs aan te moedigen bij te dragen aan de verbetering van de leefomgeving in het algemeen.

Bijzondere inspanningen om de stad mooier te maken kunnen zijn in de vorm van tijdelijke versieringen (bloemendecoratie, eindejaar versieringen, enz.) Of permanente versieringen (gevelrenovatie, enz.).

Deze versieringen of verfraaiingen moeten zichtbaar zijn vanaf de openbare weg. Deelnemers worden uitgenodigd om de mooiste foto van hun creatie per e-mail of post te sturen.

De wedstrijd "Oudergem in de bloemen" wordt gehouden in de periode van mei tot september en de wedstrijd "eindejaar decoratie" wordt gedurende de feestdagen gehouden, namelijk in de maanden december en januari.

Artikel 2. - Bedrag en aantal prijzen

Elk jaar stelt het schepencollege het bedrag van de toegewezen begrotingskredieten aan de prijzen vast. Er worden prijzen uitgereikt voor beide wedstrijden, inclusief de twee deelnemende categorieën voor wedstrijd 2.

Artikel 3. - Voorwaarden voor deelname

De wedstrijd staat open voor iedere particulier, rechtspersoon of natuurlijk persoon die gedurende het betreffende jaar de kosten heeft gedragen voor het inrichten of verfraaien van een gebouw, tuin, balkon, enz.. gelegen in de gemeente. De wedstrijden zullen niet beperkt zijn tot mensen die hun deelname kenbaar hebben gemaakt aan het gemeentebestuur na mededelingen van deze laatste. Het verzenden van hun foto's als bewijs van automatische registratie voor de wedstrijden.

Het college van schepenen is verantwoordelijk voor het opstellen van de deelnemerslijst.

Het beslist over betwiste gevallen.

Artikel 4. - Jury - Stemwijze

De jury bestaat uit de schepenen, leden van de entertainmentcommissie van de gemeenteraad. Stemmen de leden van de commissie niet in aantal, dan kan de van de Animaties de stemmen vragen van de leden van het schepenen college of zelfs van de leden van de gemeenteraad.

Er is ook een "openbare stemming" gepland.

De jury gaat vervolgens stemmen voor hun twee favoriete foto's (per categorie voor wedstrijd 2) via het daarvoor gekozen virtuele platform en beperkt tot leden van de Entertainment Commissie. Er zal ook een tweede openbare virtuele platform geopend om "publiek stemmen" mogelijk te maken.

De jury organiseert haar beraadslagingen naar eigen goeddunken, de beslissingen over de classificatie en eliminatie worden bij gewone meerderheid genomen, rekening houdend met de stem van het publiek die de overhand heeft bij gelijkheid van de stemmen. De beslissingen zijn definitief en er is geen beroep mogelijk. Er kan worden besloten geen prijzen uit te reiken. De bekendmaking van de resultaten wordt georganiseerd door het college van schepenen.

De jury wordt voorgezeten door de schepenen van de Animaties of, bij gebrek daaraan, door de voorzitter van de entertainmentcommissie.

Artikel 5.

Het college van schepenen is verantwoordelijk voor de uitvoering van out reglement en de regeling van alle daarmee verband houdende zaken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2020/A/0010

Régie foncière

Compte de la Régie foncière – Exercice 2019 – Approbation provisoire.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale et notamment les articles 261 à 263 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu la circulaire du 4 février 2005 du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la gestion financière des régies communales ;

DECIDE :

- le résultat de l'exercice et le résultat courant présentent un solde positif, le boni est donc affecté à la Commune
- d'approuver provisoirement le compte de la Régie foncière pour l'exercice 2019.

La présente délibération ainsi que ses annexes, seront transmises, en cinq exemplaires, à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
27 votants : 27 votes positifs.

Regie voor het Grondbeleid

Rekening van de Regie voor Grondbeleid voor het dienstjaar 2019 – Voorlopige goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet de nieuwe gemeentewet en namelijk de artikelen 261 tot 263;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 inzake het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op de omzendbrief van 4 februari 2005 van de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

BESLIST :

- het bedrijfsresultaat van het dienstjaar en het exploitatieresultaat laten een positief saldo zien, de boni wordt dus aan de Gemeente overgedragen.
- de rekening van de Regie voor Grondbeleid voor het dienstjaar 2019 voorlopig goed te keuren.

Onderhavig beraadslaging, in vijfvoud, evenals de bijlagen zullen overgemaakt worden aan de Heer Minister-President van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met de plaatselijke besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2020/A/0011

Service Juridique

Constitution d'un nouveau droit d'emphytéose de 99 ans sur le terrain situé avenue des Arums 12

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et 232 ;

Vu la loi du 10 janvier 1824 sur le droit d'emphytéose;

Considérant ce qui suit :

Une convention initiale a été signée entre la Commune d'Auderghem et Le Logis Floréal en date du 31 octobre 1989. Ladite convention prévoit que le propriétaire du terrain situé avenue des Arums 12 "donne en location" une partie du terrain à la Commune d'Auderghem pour une durée de 27 ans en vue d'y aménager une école maternelle et un espace de jeux pour les enfants. En contrepartie, la commune s'est engagée à rembourser le précompte immobilier, prendre en charge les frais d'équipement en éclairage public et payer une redevance annuelle de 1 BEF. Cette convention est arrivée à expiration en date

du 30 avril 2016.

En date du 22 janvier 2016, le Comité Régional d'Acquisition a remis un rapport d'évaluation de la parcelle concernée en vue de conclure un nouveau bail emphytéotique avec le Commune d'Auderghem et afin de fixer le montant du canon. Sur base de l'évaluation réalisée le canon a été fixé à 49.600,00 € pour un bail emphytéotique de 27 ans et à 18.600,00 € pour un bail emphytéotique de 99 ans. Cette évaluation a été confirmée en date du 15 octobre 2019 par ce même Comité d'Acquisition Régional.

Les deux parties désirant maintenir le bâtiment scolaire sur cette parcelle, elles proposent de fixer la durée du nouveau bail emphytéotique à 99 ans et moyennant le paiement d'un canon annuel correspondant à 18.600,00 €.

DECIDE

- de conclure avec la société à responsabilité limitée LE LOGIS FLOREAL dont le siège social se trouve place Joseph Wauters 9 à 1170 Bruxelles un droit réel d'emphytéose sur le terrain sis Avenue des Arums 12, cadastré 2ème division, section D, numéro 1G d'une superficie de 21a 08 ca et sur lequel est construit un bâtiment scolaire communal pour une durée de 99 ans et moyennant le paiement d'un canon annuel de 18.600,00 € indexable annuellement ;
- de désigner le Bourgmestre et le Secrétaire communal comme signataires de l'acte authentique ;
- de charger le Receveur communal des frais d'acte à charge de la Commune pour un montant de 1.850,33 € à payer sur le compte Me Patrick Gustin, notaire (av Jean Van Horenbeeck 40-42 à 1160 Bruxelles) BE71 6304 0311 3669 ;
- de prévoir une modification à l'article 721/12601 du budget ordinaire 2020 en vue d'assurer le paiement du canon de l'année 2020 ;

La présente délibération sera transmise au Ministre compétent pour les pouvoirs locaux en vue de l'exercice de la Tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Juridische dienst

Vestiging van een nieuw recht van erfpacht van 99 jaar op het terrein gelegen aan de Aronskelkenlaan 12

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, met name de artikelen 117 en 232;

Gelet op de wet van 10 januari 1824 op het recht van erfpacht;

Overwegende hetgeen volgt:

Er werd een initiële overeenkomst ondertekend tussen de gemeente Oudergem en Le Logis Floréal op 31 oktober 1989. Die overeenkomst bepaalt dat de eigenaar van het terrein aan de Aronskelkenlaan 12 een deel van het terrein 'verhuurt' aan de gemeente Oudergem voor een duur van 27 jaar met als doel er een kleuterschool en speelruimte voor kinderen in te richten. Als tegenprestatie verbindt de gemeente zich ertoe om de onroerende voorheffing terug te betalen, de uitrustingskosten voor openbare verlichting op zich te nemen en om een jaarlijkse retributie van 1 BEF te betalen. De overeenkomst is vervallen op 30 april 2016.

Op 22 januari 2016 heeft het gewestelijk aankoopcomité een evaluatieverslag van het betrokken perceel overgemaakt om een nieuwe erfpachtovereenkomst met de gemeente

Oudergem af te sluiten en om het bedrag van de erfpachtrente vast te leggen. Op basis van de uitgevoerde evaluatie werd de erfpachtrente vastgelegd op € 49.600,00 voor een erfpachtvereenkomst van 27 jaar en op € 18.600,00 voor een erfpachtvereenkomst van 99 jaar. Die evaluatie werd op 15 oktober 2019 bevestigd door hetzelfde gewestelijk aankoopcomité.

De twee partijen willen het schoolgebouw op dit perceel behouden en stellen voor om de duur van de nieuwe erfpachtvereenkomst vast te leggen op 99 jaar, middels de betaling van een jaarlijkse erfpachtrente van € 18.600,00.

BESLIST

- om met de vennootschap met beperkte aansprakelijkheid LE LOGIS FLOREAL, met maatschappelijke zetel op het Joseph Wautersplein 9 te 1170 Brussel, een erfpachtrecht af te sluiten op het terrein op de Aronskelkenlaan 12, gekadastréerd in de 2de afdeling, sectie D, nummer 1G met een oppervlakte van 21a 08 ca en waarop een gemeenteschool is gebouwd voor een periode van 99 jaar middels de betaling van een jaarlijks indexeerbare erfpachtrente van € 18.600,00;
- om de burgemeester en de gemeentesecretaris aan te stellen als ondertekenaars van de authentieke akte;
- om de gemeenteontvanger te belasten met de aktekosten ten laste van de gemeente voor een bedrag van € 1850,33, te betalen op de rekening van de heer Patrick Gustin, notaris (Jean Van Horenbeecklaan 40-42 te 1160 Brussel) BE71 6304 0311 3669;
- in een wijziging te voorzien van artikel 721/12601 van de gewone begroting van 2020 om de betaling van de erfpachtrente van het jaar 2020 te waarborgen.

Deze beraadslaging zal worden overgemaakt aan de minister die bevoegd is voor plaatselijke besturen met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2020/A/0012 **Service Juridique**

Rénovation de voirie de l'Avenue Charles Schaller - Procédure ouverte - Approbation de la dépense et du cahier des charges

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, l'article 234 § 1, tel que modifiée par l'article 2 de l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, les articles 36, 58 et 81 ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 septembre 1991 définissant le classement des travaux selon leur nature en catégories et sous-catégories relativement à l'agrégation des entrepreneurs ;

Vu le cahier spécial des charges n°32-2020 destiné à régir cette entreprise ;

Vu que le montant total du marché est estimé à 750.000 € soit 907.500 € TVA comprises;
Vu qu'un montant de 1.000.000,00 € est prévu à l'article 421/735.60 « trav. voiries et trottoirs » du budget extraordinaire de 2020 ;

Vu la nécessité de ne pas allouer le marché pour les motifs suivants :

- L'objet des travaux doit être considéré comme un tout-indivisible. L'objet du marché porte sur le remplacement du revêtement et des fondations d'une voirie et il n'est pas possible pour des raisons techniques de dissocier le marché en lots distincts.

Vu l'avis de publication en annexe ;

DECIDE :

- d'établir un marché de travaux par procédure ouverte et de fixer les conditions de passation du marché suivant le cahier spécial des charges n°32/2020
- de ne pas diviser le marché en lots ;
- de désigner Monsieur Didier SCHOTTE comme Coordinateur Sécurité Chantier du présent marché ;
- d'approuver l'avis de publication en annexe ;
- d'approuver la dépense, estimée à 907.500 € TVA comprise (750.000 HTVA) ;
- d'imputer cette dépense à l'article 421/735.60 « trav. voiries et trottoirs » du budget extraordinaire de 2020 ;

La présente délibération, en double, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ayant en charge les Pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Juridische dienst

Vernieuwing van Charles Schallerlaan - Openbare procedure - Goedkeuring van de uitgave en van het bestek

De RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 234§1, zoals gewijzigd door artikel 2 van de ordonnantie van 27 juli 2017 die de nieuwe gemeentewet wijzigt om de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten nader te omschrijven ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, artikelen 36, 58 en 81;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken.

Gelet het Ministerieel besluit van 27 september 1991 tot nadere bepaling van de indeling van de werken volgens hun aard in categorieën en ondercategorieën met betrekking tot de erkenning van de aannemers.

Gezien het bijzonder lastenboek n° 32/2020 dat de contractuele administratieve en technische clausules van deze opdracht bepaalt;

Gezien het totaal bedrag van de opdracht geschat wordt op 750.000 excl. BTW d.w.z

907.5000 BTW inbegrepen ;

Gezien er een bedrag van 1.000.000,00 € voorzien is op het artikel 421/735.60 “Werken bestrating en voetpaden” van de buitengewone begroting van 2020 ;

Overwegende dat het niet verdelen van de overheidsopdracht in percelen wordt gerechtvaardigd door de volgende motieven :

- De onderwerp van de werken moet als allesomvattende werken beschouwd worden. De onderwerp van de opdracht betreft de vervanging van de bestratingen en de bestratingsfundering en het is niet mogelijk voor technische redenen om de opdracht in aparte delen te verdelen.

Gezien het publicatiebericht als bijlage ;

BESLIST :

- om de opdracht voor werken op te stellen via openbare procedure met voorafgaande bekendmaking en de toewijzingswijze van de opdracht vast te leggen volgens het bijzonder lastenboek n°32/2020;
- om de openbare markt niet in percelen te verdelen;
- om de Heer Didier SCHOTTE aan te duiden als veiligheidscoördinator op de werf van deze opdracht;
- om de in bijlage aankondiging goed te keuren ;
- om de uitgave, geschat op 907.500 BTW inbegrepen (750.000 ecl. BTW);
- om deze uitgave in te voeren op het artikel 421/735.60 “Werken bestrating en voetpaden” van de buitengewone begroting van 2020 ;

Onderhavige beraadslaging zal, in dubbel, overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met de Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2020/A/0013

Taxes communales

Règlement relatif aux centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition 2021

Le CONSEIL:

Vu l'article 170, § 4, de la Constitution;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi Communale;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 4/1;

Considérant que la commune se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du fonctionnement des dépenses de sa politique générale et le financement de ses missions de service public;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Décide:

- d'établir au profit de la Commune d'Auderghem, pour l'exercice d'imposition 2021, 4384 centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique;
- de charger l'administration fiscale de la Région de Bruxelles-Capitale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale des établissements touristiques pour l'exercice d'imposition 2021;
- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la notification de ces décisions conformément à l'article 4/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Le présent règlement sera transmis à l'autorité de tutelle et au Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Gemeentebelastingen

Verordening betreffende de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies voor het aanslagjaar 2021

De RAAD:

Gelet op artikel 170, § 4, van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies, artikel 13;

Gelet op besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 4/1;

Overwegende dat de gemeente inkomsten moet hebben om zich de nodige middelen te verschaffen om de uitgaven van haar algemeen beleid te financieren en haar opdrachten als openbare dienst te financieren;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Besluit:

- voor het aanslagjaar 2021, ten voordele van de gemeente Oudergem, 4384 opcentiemen worden geheven op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies;
- de fiscale administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te belasten met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2021;
- het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de mededeling van deze beslissing aan de gewestelijke fiscale administratie overeenkomstig artikel 4/1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies

Deze verordening wordt aan de toezichthoudende overheid en aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscalité meegedeeld.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2020/A/0014 **Recette**

Fabrique d'Eglise Saint-Julien - Exercice 2019 - Compte

Le Conseil

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, notamment l'article 8, modifié par l'ordonnance du 18 juillet 2002;

Vu le compte de l'exercice 2019 de la Fabrique d'Eglise Saint-Julien arrêté en date du 22 janvier 2020;

Décide

d'émettre un avis favorable au sujet du compte de l'exercice 2019 de la Fabrique d'Eglise Saint-Julien.

La présente délibération sera transmise en quintuple exemplaires à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 12 votes positifs, 4 votes négatifs, 11 abstentions.

Non : Lieve Jorens, Véronique Artus, Christian Grétry, Anastasia Bakounine.

Abstentions : Sophie de Vos, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Christophe Magdalijs, Jeremy Van Gorp, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy.

Ontvangerij

Kerkfabriek Sint-Juliaan - Dienstjaar 2019 - Rekening

De Raad

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten, inzonderheid op artikel 8, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening voor het dienstjaar 2019 van de Kerkfabriek Sint-Juliaan afgesloten op 22 januari 2020;

Beslist

een gunstig advies uit te brengen in verband met de rekening van het dienstjaar 2019 van de Kerkfabriek Sint-Juliaan.

Onderhavige beraadslaging, in vijvoud, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk belast met Platselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 12 positieve stemmen, 4 negatieve stemmen, 11 onthoudingen.

Nee : Lieve Jorens, Véronique Artus, Christian Grétry, Anastasia Bakounine.

Onthoudingen : Sophie de Vos, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Christophe Magdalijs, Jeremy Van Gorp, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy.

25.06.2020/A/0015 **Recette**

**Compte budgétaire, balance et compte de résultats du Centre Public d'Action Sociale
- Exercice 2019 - Approbation**

Le conseil

Vu que le compte budgétaire ainsi que la balance et le compte de résultats de l'exercice 2019 du Centre Public d'Action Sociale ont été approuvés par son Conseil en date du 25 mai 2020;

Attendu que le dossier a été soumis lors du comité de concertation entre les délégations du conseil de l'action sociale et du conseil communal du 25 mai 2020;

Vu la loi organique des Centres Publics d'Action Sociale du 8 juillet 1976, les articles 87 et 89 ;

Vu la nouvelle loi communale, l'article 117 ;

Décide :

D'approuver le compte budgétaire ainsi que la balance et le compte de résultats de l'exercice 2019 du Centre Public d'Action Sociale d'Auderghem.

La présente délibération en quintuple exemplaire sera transmise aux Président du Centre Public d'Action Sociale qui se chargera de la présentation à l'Autorité de Tutelle de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Ontvangerij

Begrotingsrekening, balans en resultatenrekening van het Openbaar centrum voor Maatschappelijk Welzijn - Dienstjaar 2019 - Goedkeuring

De raad

Gezien de begrotingsrekening evenals de balans en resultatenrekening van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn voor het dienstjaar 2019 werden goedgekeurd op 25 mei 2020 door de Raad van Maatschappelijk Welzijn ;

Gezien het dossier besproken werd in het overlegcomité van de afgevaardigden van de Raad van Sociale Actie en de Gemeenteraad op 25 mei 2020;

Gelet op de organieke wet op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn van 8 juli 1976, meerbepaald de artikelen 87 en 89 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid het artikel 117 ;

beslist :

De begrotingsrekening, de balans en resultatenrekening voor het dienstjaar 2019 van het Openbare Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Oudergem goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal in vijfvoud overgemaakt worden aan de Voorzitter van het Openbare Centrum voor Maatschappelijk Welzijn die belast is met de verzending naar de Voogdijoverheid van het Brusselse Gewest.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2020/A/0016

Recette

C.P.A.S. - Modifications budgétaires n° 0 et 1 - exercice 2020.

Le Conseil,

Vu le budget de l'exercice 2020, du Centre public d'Action sociale, approuvé par le Conseil Communal en séance du 19 décembre 2019;

Vu la loi organique du 8 juillet 1976, organique des C.P.A.S., notamment l'article 112bis §2;

Attendu que la modification n° 0 et 1 - exercice 2019 – du budget du C.P.A.S a été soumis lors du comité de concertation entre les délégations du conseil de l'action sociale et du conseil communal du 25 mai 2020;

Vu l'approbation des MB0 et MB1 par le Conseil de l'Action Sociale en date du 25 mai 2020;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

DECIDE :

d'approuver les modifications n° 0 et n°1 - exercice 2020 – du budget du C.P.A.S. comme reprises dans les pièces justificatives.

La présente délibération, en triple ainsi que les pièces justificatives seront transmises par l'intermédiaire du C.P.A.S. à Monsieur le Ministre-Président chargé de la tutelle sur les Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Ontvangerij

O.C.M.W. - Begrotingswijzigingen n° 0 et 1 - dienstjaar 2020.

De Raad,

Gezien de begroting van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn voor het dienstjaar 2020 werd goedgekeurd door de Gemeenteraad op datum van 19 december 2019.

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn en meer bepaald artikel 112bis § 2;

Gezien de begrotingswijziging n° 0 – 1 en 2 van de begroting van het O.C.M.W. besproken werd in het overlegcomité van de afgevaardigden van de Raad van Sociale Actie en de Gemeenteraad op 25 mei 2020;

Gezien de goedkeuring van de begrotingswijziging n° 0 en 1 door de Raad voor Sociale Actie van 25 mei 2020 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 117;

BESLIST :

de begrotingswijzigingen nr 0 en nr 1 van het O.C.M.W. - dienstjaar 2020 goed te keuren conform de stavingstukken.

Onderhavige beraadslaging in drievoud, evenals de stavingstukken, zullen door tussenkomst van het O.C.M.W. overgemaakt worden aan de Heer Minister President belast met het toezicht op de lokale besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2020/A/0017

Recette

Compte budgétaire de l'exercice 2019 - Arrêt provisoire

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, les articles 96, 99 par.2, 242 et 244;

Conformément aux articles 73, 75 et 78 de l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

DECIDE:

d'approuver le compte communal pour l'exercice 2019 ainsi que ses annexes.

La présente délibération ainsi que les pièces justificatives seront transmises en quintuple à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Ontvangerij

Gemeenterekening van het dienstjaar 2019 - Voorlopige afsluiting.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, de artikelen 96, 99 par. 2, 242 en 244;

Gelet op de artikelen 73, 75 en 78 van het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit ;

BESLIST :

De gemeenterekening voor het dienstjaar 2019 en zijn bijlagen goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging evenals de stavingsstukken zullen, in vijfvoud, overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2020/A/0018

Recette

Modification budgétaire n°1 service ordinaire et n° 2 service extraordinaire - exercice 2020

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, les articles 117, 225;

Vu l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant sur le règlement général de la comptabilité communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins;

DECIDE: d'approuver:

1. La modification n°1 - service ordinaire - exercice 2020

2. La modification n°2 - service extraordinaire - exercice 2020

La présente délibération, en quintuple, ainsi que la liste des articles modifiés et les montants seront transmis à Monsieur le Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Ontvangerij

Begrotingswijziging nr 1 gewone dienst en nr 2 buitengewone dienst - dienstjaar 2020

De Raad,

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, artikelen 117 en 255;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990, houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit,

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST: goed te keuren:

1. De begrotingswijziging nr 1 - gewone dienst - dienstjaar 2020

2. De begrotingswijziging nr 2 - buitengewone dienst - dienstjaar 2020

Onderhavige beraadslaging in vijfvoud, alsook de lijst van gewijzigde begrotingsartikels en de bedragen, zullen overgemaakt worden aan de Heer Minister President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met de Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2020/A/0019

Ressources Humaines

Rapport annuel 2019 sur la gestion des Ressources humaines dans la commune.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 70 ter, paragraphe 1er;

PREND ACTE

Du rapport annuel 2019 de la Directrice des Ressources humaines sur la gestion des ressources humaines dans la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Human Resources

Jaarverslag 2019 betreffende het humanresourcesmanagement in de gemeente

DE RAAD,

Gezien artikel 70ter, paragraaf 1 van de nieuwe gemeentewet;

NEEMT AKTE

van het jaarverslag 2019 van de Directrice Human resources ten behoeve van de gemeenteraadsleden betreffende het humanresourcesmanagement in de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

25.06.2020/A/0020

Secrétariat

Proposition de motion demandant l'installation de plaques argumentaires historiques et pédagogiques aux cotes des statues des personnages publics et des plaques commémoratives, notamment dans le cadre de la mémoire de la période coloniale

belge

Le Conseil communal,

Vu la proposition de motion déposée par le groupe MR-OpenVLD ;

Considérant notre commune comme ouverte sur le monde et par conséquent opposée à toute forme de racisme et de xénophobie, de tyrannie et d'oppression, tant dans ses expressions actuelles que ses symboles passés ;

Considérant la présence notamment de la statue de Léopold II sur le territoire de la commune ;

Considérant que ce n'est pas en effaçant son Histoire que l'on en corrige la moralité ;

Considérant notre indéfectible attachement à la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes ;

Considérant que l'Histoire n'est au service ni du politique, ni des revendications communautaristes ;

Considérant que la période coloniale reste un sujet sensible dans notre pays et continue à diviser ceux qui jettent un regard sévère sur la façon dont le Congo a été géré par Léopold II et par la Belgique, et ceux qui estiment que la Belgique a joué un rôle majeur dans le développement du pays ;

Considérant que l'Histoire de la colonisation n'est que pas ou peu enseignée à l'heure actuelle;

Que cela donne lieu à des incompréhensions mutuelles mais aussi parfois à des sentiments légitimes d'injustice et que la connaissance et l'examen critique de ce passé doivent davantage être diffusés et transmis, notamment aux jeunes générations ;

Considérant qu'il est important de consacrer l'histoire de la colonisation du Congo comme étant notre Histoire commune et pas celle du Congo, d'une part, et celle de la Belgique, de l'autre;

Que c'est la seule manière d'atteindre une société apaisée;

Considérant que cette période fait partie de notre Histoire et qu'il est essentiel avant tout de l'intégrer pour mieux l'appréhender;

Considérant qu'une statue ne vise pas nécessairement (ou en tout cas pas uniquement) à glorifier le personnage représenté mais a aussi - et surtout - pour objectif d'évoquer, de commémorer, de remémorer et de faire réfléchir sur une époque du passé régional ou national riche en significations et en interprétations ;

Considérant que les événements importants de notre passé constituent aussi, en bien ou mal, des éléments importants de notre identité et qu'une société qui oublie son passé n'a pas d'avenir ;

Considérant que le simple retrait de de la statue de Léopold II sans concertation reviendrait à attiser des tensions et relancer des débats passionnés alors qu'il faut fédérer et non diviser ;

Considérant qu'installer, aux côtés de ces références historiques et commémoratives, des plaques argumentaires pédagogiques expliquant de manière équilibrée le contexte de l'époque, les réalisations des protagonistes et la réalité historique permettra à chacun de mieux appréhender notre Histoire dans toute sa complexité et d'évaluer la possible grandeur et les éventuels méfaits des personnages représentés ou évoqués dans ces statues ou plaques commémoratives ;

Le conseil communal décide par voix favorables, contres et abstentions:

Article 1:

D'installer, à côté de la statue de Léopold II, une plaque argumentaire historique et pédagogique permettant à chacun de mieux appréhender notre Histoire dans toute sa complexité et d'évaluer la possible grandeur et les éventuels méfaits des personnages représentés ou évoqués dans ces statues ou plaques commémoratives.

Article 2 :

De créer au sein de la commune un groupe de travail visant à instaurer un dialogue et une réflexion locale sur la thématique. Ce groupe de travail sera composé d'historiens et d'experts, de représentants de la commune et du monde politique, des représentants du monde associatif ainsi que des citoyens. L'objectif sera de définir collectivement comment traduire la mémoire de la période coloniale Belge au sein de notre commune.

Vu l'amendement déposé par le groupe LB visant à remplacer intégralement le contenu de la proposition de motion ;

Vu le sous-amendement déposé en séance par le groupe MR-OpenVLD visant à ajouter l'article suivant :

De créer au sein de la commune un groupe de travail visant à instaurer un dialogue et une réflexion locale sur la thématique. Ce groupe de travail sera composé d'historiens et d'experts, de représentants de la commune et du monde politique, des représentants du monde associatif ainsi que des citoyens. L'objectif sera de définir collectivement comment traduire la mémoire de la période coloniale Belge au sein de notre commune.

Le sous-amendement est soumis au vote du Conseil, le résultat du vote est le suivant :

- Pour : 2
- Contre : 25

L'amendement est soumis au vote du Conseil, le résultat du vote est le suivant :

- Pour : 25
- Abstentions : 2

L'amendement est approuvé. Il remplace intégralement le contenu de la motion. Celle-ci n'est pas soumise au vote.

DECIDE

D'adopter le texte ci-dessous :

Le Conseil communal réaffirme son adhésion à l'Etat de droit dans lequel toutes les formes de racisme et de discrimination n'ont pas leur place et doivent être combattues.

Dans ce cadre, le Conseil communal condamne l'acte de vandalisme perpétré par des activistes masqués dans la nuit du jeudi 11 juin au vendredi 12 juin contre la statue à l'effigie du roi Léopold II au square du Souverain. Cette action est contraire à notre l'Etat de droit.

Le Conseil communal se félicite ainsi des mesures décidées par le Collège des Bourgmestre et Echevins d'Auderghem suite à cet acte.

Le Conseil communal approuve en conséquence les mesures suivantes :

- la décision de la commune d'Auderghem de se porter partie civile pour que les responsabilités actives et passives soient établies ;
- la demande officielle de la commune au Gouvernement fédéral de mettre sur pied le plus rapidement possible un collège d'experts historiens chargé de contextualiser cette époque coloniale afin que dans tous les lieux évoquant notre passé colonial une même lecture de l'histoire soit proposée à nos concitoyens ;
- la décision de la commune d'Auderghem de restaurer la statue de Léopold II et de la remettre en place uniquement lorsque ce travail de contextualisation sera finalisé ;
- la prise de contact entre le Cercle d'Histoire d'Auderghem et le Musée Royal de l'Afrique centrale afin que celui-ci puisse endosser le rôle de fournir une contextualisation harmonisée au niveau du pays et de leur demander si des outils de

contextualisation existaient déjà et dès lors d'envisager une collaboration.

Enfin, le Conseil communal s'inscrit pleinement en soutien des initiatives fédérales, régionales et communautaires sur ce débat.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 25 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Jeremy Van Gorp, Martine Maelschalck.

Secretariaat

Voorstel tot motie houdende het verzoek tot plaatsing van platen met historische en pedagogische uitleg naast standbeelden van publieke figuren en herdenkingsplaten, inzonderheid in het kader van de nagedachtenis van de Belgische koloniale periode

De gemeenteraad,

Gelet op het voorstel tot motie ingediend door de groep MR-OpenVLD;

Aangezien onze gemeente met een open blik naar de wereld kijkt en zich dan ook verzet tegen elke vorm van racisme of vreemdelingenhaat, tirannie en onderdrukking, zowel in huidige boodschappen als in de symbolen uit het verleden;

Gelet op de aanwezigheid van het standbeeld van Leopold II op het grondgebied van de gemeente;

Overwegende dat men zijn rechtschapenheid niet verbetert door zijn geschiedenis te wissen;

Gelet op onze onvoorwaardelijke gehechtheid aan het recht van de volkeren op zelfbeschikking;

Overwegende dat de geschiedenis niet ten dienste staat van politiek of eisen van groepen;

Overwegende dat de koloniale periode in ons land een gevoelig onderwerp blijft en voor verdeeldheid blijft zorgen tussen wie met strenge blik kijkt naar de wijze waarop Congo bestuurd werd door Leopold II en door België en wie meent dat België een belangrijke rol gespeeld heeft in de ontwikkeling van het land;

Overwegende dat de geschiedenis van de kolonisatie momenteel niet of slechts heel beperkt onderwezen wordt;

Overwegende dat dit leidt tot wederzijds onbegrip maar soms ook tot legitieme gevoelens van onrechtvaardigheid en dat kennis en kritisch onderzoek van dit verleden verspreid en overgedragen moeten worden, inzonderheid aan de jonge generatie;

Overwegende dat het belangrijk is om de geschiedenis van de kolonisatie van Congo te zien als onze gemeenschappelijke geschiedenis en niet als de geschiedenis van Congo enerzijds en die van België anderzijds;

Dat dit de enige manier is om te komen tot een meer vreedzame samenleving;

Overwegende dat die periode deel uitmaakt van onze geschiedenis en dat het bovenal noodzakelijk is haar te integreren om ze beter te begrijpen;

Overwegende dat het niet noodzakelijk (of in ieder geval niet enkel) de bedoeling is van een standbeeld om de afgebeelde persoon te verheerlijken maar ook - en vooral - om een betekenis- en interpretatierijke periode van het gewestelijke of nationale verleden op te roepen, te herdenken, te herinneren en erover te doen nadenken;

Overwegende dat de belangrijke gebeurtenissen uit ons verleden ook, hetzij goed of slecht, belangrijke elementen van onze identiteit vormen en dat een samenleving die haar verleden vergeet, geen toekomst heeft;

Overwegende dat het weghalen van het standbeeld van Leopold II zonder enig overleg, de spanningen opnieuw zou doen aanwakkeren en verhitte debatten opnieuw zou lanceren terwijl het nodig is om te bundelen en niet verdelen;

Overwegende dat het plaatsen, naast deze historische en herdenkingsverwijzingen, van platen met pedagogische uitleg waar op een evenwichtige wijze de context van het tijdperk uiteengezet wordt, de verwezenlijkingen van de protagonisten en de historische werkelijkheid, het voor iedereen zal toelaten om beter onze geschiedenis in al haar complexiteit te begrijpen en om de mogelijke grootsheid te evalueren en de eventuele wandaden te beoordelen van de figuren vertegenwoordigd of genoemd in deze standbeelden of gedenkplaten;

Beslist de gemeenteraad, met stemmen voor, stemmen tegen en onthoudingen:

Artikel 1:

Om naast het standbeeld van Leopold II een plaat te installeren met historische en pedagogische uitleg om eenieder toe te laten onze geschiedenis in al haar complexiteit beter te begrijpen, om de mogelijke grootsheid en de eventuele wandaden te beoordelen van de figuren genoemd of vertegenwoordigd in deze standbeelden of gedenkplaten.

Artikel 2:

Om binnen de gemeente een werkgroep op te richten om een dialoog en een lokale denkoefening over het thema op gang te brengen. De werkgroep zal bestaan uit historici en experts, vertegenwoordigers van de gemeente en van de politieke wereld, vertegenwoordigers van het verenigingsleven en burgers. Het doel is de collectieve definiëring van de wijze waarop binnen onze gemeente de nagedachtenis van de Belgische koloniale periode vertaald wordt.

Gelet op het amendement, ingediend door de groep LB tot volledige vervanging van de inhoud van het voorstel tot motie;

Gelet op het subamendement ingediend tijdens de vergadering door de groep MR-OpenVLD tot toevoeging van volgend artikel:

Om binnen de gemeente een werkgroep op te richten om een dialoog en een lokale denkoefening over het thema op gang te brengen. De werkgroep zal bestaan uit historici en experts, vertegenwoordigers van de gemeente en van de politieke wereld, vertegenwoordigers van het verenigingsleven en burgers. Het doel is de collectieve definiëring van de wijze waarop binnen onze gemeente de nagedachtenis van de Belgische koloniale periode vertaald wordt.

Het subamendement is ter stemming voorgelegd aan de raad; het resultaat is als volgt:

- Voor: 2
- Tegen: 25

Het amendement is ter stemming voorgelegd aan de raad; het resultaat is als volgt:

- Voor: 25
- Onthoudingen: 2

Het amendement wordt goedgekeurd. Het vervangt volledig de inhoud van de motie. Er wordt niet gestemd over de motie.

BESLIST

Onderstaande tekst goed te keuren:

De gemeenteraad bevestigt opnieuw zijn steun voor de rechtsstaat waar racisme en discriminatie, in welke vorm ook, geen plaats hebben en bestreden moeten worden.

In dit kader veroordeelt de gemeente met klem deze daad van vandalisme die gemaskerde activisten in de nacht van donderdag 11 juni op vrijdag 12 juni hebben gepleegd tegen het standbeeld met de beeltenis van koning Leopold II op de Vorstsquare. Deze actie is in strijd met de rechtsstaat.

De gemeenteraad juicht aldus de maatregelen toe die genomen zijn door het college van

burgemeester en schepenen van Oudergem naar aanleiding van deze actie.
Bijgevolg keurt de gemeenteraad volgende maatregel goed:

- de beslissing van de gemeente Oudergem zich burgerlijke partij te stellen opdat de actieve en passieve aansprakelijkheid zou worden vastgesteld;
- het officiële verzoek van de gemeente aan de federale regering om zo snel mogelijk een college van geschiedkundige experts samen te stellen en dat college de opdracht te geven de context te schetsen van deze koloniale periode opdat eenzelfde lezing van de geschiedenis aan onze medeburgers zou worden geboden op alle plaatsen die verwijzen naar ons koloniaal verleden;
- de beslissing van de gemeente Oudergem om het standbeeld van Leopold II te restaureren en pas terug te plaatsen eens dit contextualiseringswerk afgerond is;
- contactname door de geschiedkundige kring van Oudergem met het Koninklijk Museum voor Midden-Afrika opdat deze instelling een voor het hele land geharmoniseerde schets van de historische context zou maken en met de vraag of er al tools bestaan waarin de context wordt beschreven en bijgevolg om te onderzoeken of er kan worden samengewerkt.

Ten slotte onderschrijft de gemeenteraad ten volle de federale, gewestelijke en communautaire initiatieven over dit debat.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 25 positieve stemmen, 2 onthoudingen.
Onthoudingen : Jeremy Van Gorp, Martine Maelschalck.

Levée de la séance à 21:40
Opheffing van de zitting om 21:40

Le Secrétaire communal f.f.,
De Gemeentesecretaris d.d.,

Le Président,
De Voorzitter,

Thibault Delforge

Christophe Magdalijs